

Encore et toujours l'austérité !

64 emplois supprimés dans le NORD au 01/09/2014 :

- 2 A+, - 9 A, + 5 B et - 58 C

CGT Finances Publiques Nord - <http://cgt.drifip59.free.fr> - cgt.drifip59@dgfip.finances.gouv.fr

Le comité technique de réseau (CTR) était convoqué le 5 décembre avec à l'ordre du jour encore des suppressions d'emplois puisque le gouvernement considère que la DGFIP et ses missions ne sont pas prioritaires.

2002 emplois supprimés à la DGFIP en 2014 !!!

La loi de finances pour 2014 prévoit 1988 ETP (Emplois à Temps Plein) pour la DGFIP corrigé du solde des transferts entre programmes (-14 ETP), soit un **total de 2002 suppressions d'emplois au 1^{er} septembre 2014** :

A+	- 125	<i>dont -4 AGFiP, -5AFiP, - 9 AFiPA, -32 IP, - 85 IDIV, +10 IDIV expert</i>
A	- 315	
B	- 562	
C	- 1 000	

Ces suppressions d'emplois s'ajoutent aux **28 616 emplois perdus à la DGFIP depuis 2002.**

64 emplois supprimés à la DRFiP Nord :

A+	- 2	<i>dont - 1 IP et - 1 IDIV hors classe</i>
A	- 9	
B	5	
C	- 58	

Les « lignes directrices » principales de ce plan :

- Les services centraux « contribueront » aux suppressions d'emplois dans une « proportion plus importante » déclare l'administration.
- Des « gains » (*liquidation d'emplois en langage de Bercy*) fléchés sont retenus pour un total de -278 emplois : -65 CSP CHORUS (centres de services partagés), -29 SFACT (services facturiers), -41 centres de traitement des chèques, -121 centres de services bancaires et - 22 au titre des divers.
- S'agissant des redéploiements ministériels 42 emplois sont transférés hors de la DGFIP (-36 CSP CHORUS et - 6 défenseur des droits) et 28 sont transférés vers la DGFIP au titre des SFACT (+ 2 Education Nationale, + 24 Intérieur, + 2 Ecologie).
- La direction générale prétend « valoriser » les missions d'accueil. Pour « prendre en compte les difficultés » de cette mission, la DG « invente » une dotation de + 300 ETPT. Outre que cette évaluation des besoins en emplois de la mission accueil est largement insuffisante, cette prétendue dotation ne pourra se faire que par redéploiement interne aggravant de fait les 2002 suppressions d'emplois.

Les premiers commentaires sur les conséquences de ce plan :

Malgré les annonces, c'est encore et toujours la catégorie C qui est la plus impactée par les suppressions d'emplois. Concrètement, les services vont continuer à crouler sous les missions et le maillage territorial être de plus en plus mis à mal !

L'administration annonce « l'implantation de + 50 emplois supplémentaires de vérificateurs décidée par le ministre » et le « redéploiement de 57 emplois de vérificateurs prélevés sur les directions départementales pour renforcer les DIRCOFI ». Nous relevons, notamment, que les directions territoriales perdent 370 emplois d'inspecteurs.

Dans le Nord, le comité technique local (CTL) qui devra localiser les suppressions et les transferts d'emplois est convoqué le 9 janvier 2014, avec une deuxième convocation le 16 janvier 2014.

La saignée continue pour les C et s'accroît globalement pour les B et les A. Ces suppressions d'emplois s'inscrivent dans la démarche stratégique qui vise à réduire les dépenses publiques au détriment de la réalisation des missions et des conditions de travail. Les agents n'en peuvent plus !

IL FAUT MAINTENANT SE MOBILISER ET S'INSCRIRE DANS L'ACTION !!!